

De Stemming/L'enquête nationale 2025

Recherche commandée par la VRT, De Standaard et la RTBF
(version 20/5/2025)

Jonas Lefevere (UA)
Stefaan Walgrave (UA)
Jean-Benoît Pilet (ULB)



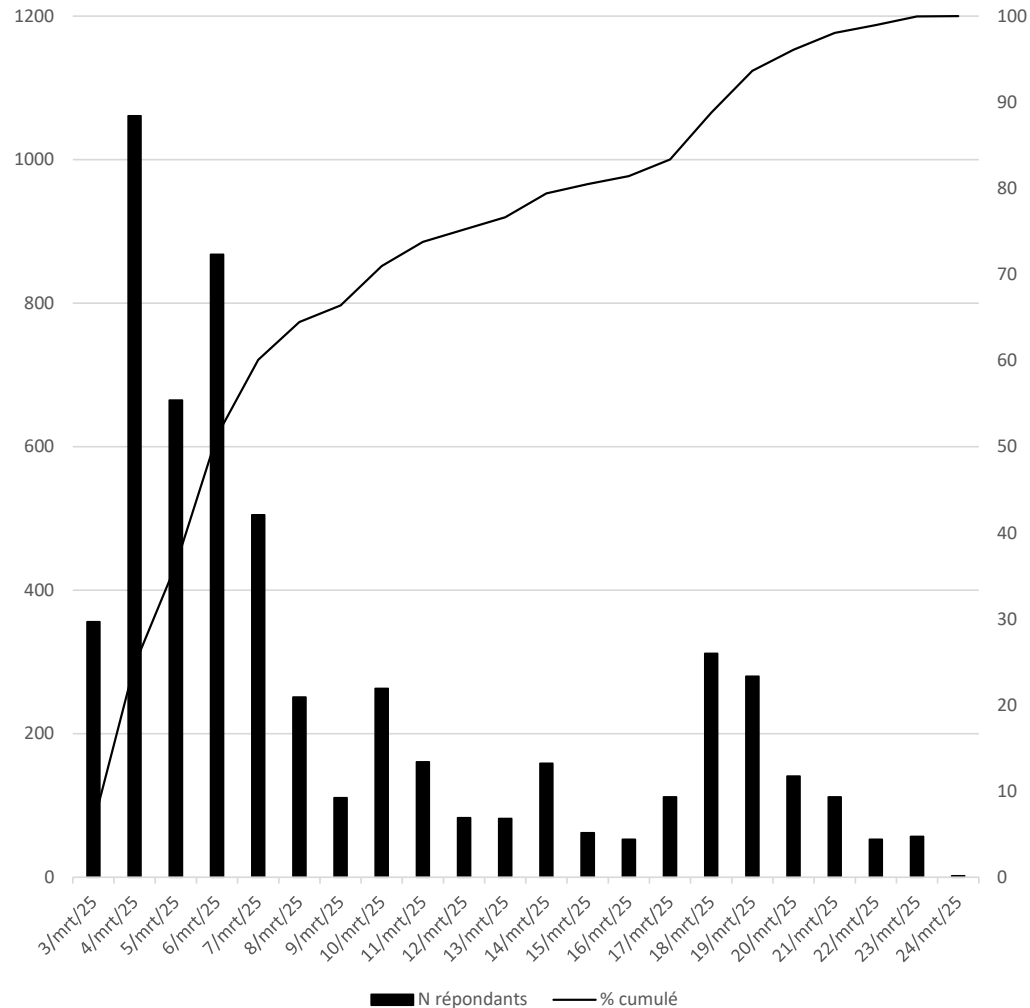
0. Méthodologie

Méthodologie

- Enquête en ligne par questionnaire auprès d'échantillons représentatifs de l'électorat en Flandre, (N=2278), Wallonie (N=2064) et en Région de Bruxelles-Capitale (N=1542). Au total, 5884 répondants ont participé.
- Le recrutement des répondants a été confié à la société BPACT. L'UA et l'ULB étaient en charge de l'élaboration et de la programmation du questionnaire, du contrôle de la qualité des données, du nettoyage des données collectées, de l'analyse et du rapportage.
- Représentativité
 - Le recrutement n'a pas suivi la méthode de recrutement aléatoire probabiliste (pas possible en ligne), mais un échantillonnage par quotas. Des répondants déjà recrutés au sein du panel BPACT et d'autres panels ont reçu une invitation à participer à l'enquête.
 - L'échantillonnage par quotas définit des critères sur lesquels l'échantillon total doit correspondre dans sa distribution à l'ensemble de la population étudiée (ici, les Belges en âge de voter). Les quotas ont été définis en croisant 4 critères: âge (5 catégories), niveau de diplôme, genre, et province de résidence (sauf à Bruxelles).
 - Nous ne pouvons produire de taux de réponse puisque le recrutement dans les panels s'opère en ciblant de façon différente les répondants selon les quotas (plus de contacts dans les catégories plus difficile à atteindre). Le taux de réponse est une donnée plus pertinente pour les échantillons constitués par une approche probabiliste.
 - L'échantillon bruxellois étant plus petit, les résultats à Bruxelles doivent être analysés et interprétés avec plus de prudence. En particulier, pour la plupart des analyses, le sous-échantillon des Bruxellois néerlandophones est trop petit.

Collecte de données (1)

- Collecte de données: du 3 au 24 mars 2025 (voir graphique).
- Contexte politique
 - 239 jours après les élections du 9 juin 2024, et exactement 1 mois (3 février 2025) après la formation du nouveau gouvernement fédéral De Wever I.
 - Il n'y a pas eu d'évènement majeur ayant écrasé tous les autres pendant la période de collecte de données (comme durant le COVID).
 - Les informations étaient fortement dominées par des éléments de politique internationale: Gaza, Yemen (et scandale Signal), décisions de l'administration Trump, , guerre en Ukraine,...
 - En Belgique, les débats principaux pendant la période étaient dominés par la question du budget de la défense.



Collecte de données (2)

- La qualité des réponses était vérifiée de différentes façons:
 - Les répondants ayant complété le questionnaire en moins de 5 minutes sont exclus des analyses (temps médian de réponse: 25,6min).
 - Les questionnaires complétés ont été scrutés afin d'identifier des cas de *straightlining* (à savoir donner toujours la même réponse au sein d'une batterie de questions). Elles sont en signe de risque de réponse automatique. Nous avons exclus les répondants ayant trop de batteries de questions avec un schéma de réponse de *straightlining*.
 - Les répondants ayant donné des réponses incohérentes dans les questions ouvertes (problème le plus important, se sentir bien représenté par un responsable politique, ...) ont aussi été exclus.
 - Un matching des répondants ayant les mêmes caractéristiques démographiques (âge, genre, lieu de résidence, composition du ménage) a été réalisé. Si les réponses aux questions ouvertes étaient identiques pour ces répondants, ils étaient considérés comme des doubles réponses et un des deux questionnaires était exclu.

Echantillon (1)

- Echantillon total: N=5749 répondants ont complété le questionnaire (après exclusion des répondants de faible qualité). 5398 ont été inclus dans les analyses. Les répondants exclus l'ont été car ils n'avaient pas répondu à la question sur le vote en 2024, celle-ci étant requise pour la pondération des données.
- De Stemming 2025 (DS25) est la première édition à couvrir les 3 régions du pays, et plus uniquement la Flandre.
 - En **Flandre**, 2366 répondants ont complété le questionnaire, dont 2278 réponses complètes et valides reprises dans les analyses. Pour plusieurs analyses, nous pourrions faire une comparaison avec les éditions précédentes de l'enquête, soit De Stemming 2020 (N=1.857), 2021 (N=1.908), 2022 (N=1.884), 2023 (N=1.921) et 2024 (N=1844). Les mêmes méthodes de pondération (voir slide suivant) ont été appliqués pour chacune de ces enquêtes.
 - Les éditions précédentes de De Stemming, en Flandre, ont été réalisées par une société de sondage (Kantar) différente de celle de 2025 (BPACT). Étant donné que les panels avec lesquels ces agences travaillent ne sont pas tout à fait comparables en termes de taille et de composition, nous devons être prudents lorsque nous comparons l'enquête DS25 avec les éditions précédentes. Seules les différences substantielles doivent être interprétées comme des différences effectives.
 - En Wallonie, l'échantillon est composé de 2234 répondants, dont 2064 réponses complètes et valides reprises dans les analyses.
 - En Région de Bruxelles-Capitale, l'échantillon est composé de 1149 répondants, dont 1056 réponses complètes et valides reprises dans les analyses.
 - Pour la Wallonie et Bruxelles, les comparaisons dans le temps ne sont pas possibles. Sur certains points, nous pouvons néanmoins comparer avec l'enquête interuniversitaire NOT LIKE US (réalisée en 2024 avec le panel BPACT).

Echantillon (2)

- Les tableaux ci-dessous comparent la distribution des répondants dans nos échantillons et dans la population générale sur le genre, l'âge, le niveau de diplôme, la province de résidence, vote en 2024 (fédérales). Ces comparaisons nous permettent de construire des clés de pondération pour corriger les écarts de représentativité de l'échantillon.
- Concernant la comparaison entre l'échantillon et la population sur le choix électoral:
 - Nous calculons le pourcentage « cible » pour les partis à partir du nombre total d'électeurs inscrits, et pas seulement sur le nombre de votes validement exprimés. Nous prenons donc en compte les non-votants et les votes blancs et nuls. Par conséquent, les pourcentages de vote des partis dans la tableau ci-dessous sont inférieurs à leur score électoral qui n'est, en général, que présenté que en pourcentage des votes valides. Nous devons aussi prendre en compte les nouveaux électeurs qui n'avaient pas le droit de vote en juin 2024 mais l'auraient si des élections devaient avoir lieu en mars 2025.
 - Nous ajustons également les pourcentages à la baisse pour tenir compte des nouveaux électeurs (qui n'avaient pas le droit de vote en juin 2024). Pour nos calculs de pondération, nous avons fixé ce pourcentage de nouveaux électeurs à 1,4 % en Région flamande, 1,6 % en Région wallonne et 1,7 % en Région de Bruxelles-Capitale. Nous basons notre estimation du nombre de nouveaux électeurs sur le nombre de jeunes de 17 ans dans les trois régions au 1er janvier 2024 (chiffres StatBel). Nous ajustons proportionnellement à la baisse les pourcentages dans les autres catégories, de sorte que la répartition sur le comportement électoral 2024 s'élève à 100 %.
- Comme dans les enquêtes De Stemming précédentes, l'échantillon est globalement représentatif sur le choix électoral, sauf pour la catégorie "je ne suis pas allé voter".

Echantillon (3)

Brussels Gewest			Vlaams Gewest			Waals Gewest		
Genre et niveau d'éducation	% DS/EN2025	% Pop.	Genre et niveau d'éducation	% DS/EN2025	% Pop.	Genre et niveau d'éducation	% DS/EN2025	% Pop.
Femme, enseignement primaire	5,3%	7,4%	Femme, enseignement primaire	6,1%	10,1%	Femme, enseignement primaire	9,1%	10,7%
Femme, enseignement secondaire	15,3%	19,5%	Femme, enseignement secondaire	19,1%	21,9%	Femme, enseignement secondaire	20,9%	22,8%
Femme, enseignement supérieur	28,4%	24,7%	Femme, enseignement supérieur	22,3%	18,9%	Femme, enseignement supérieur	20,8%	18,1%
Homme, enseignement primaire	5,8%	6,3%	Homme, enseignement primaire	12,9%	8,8%	Homme, enseignement primaire	8,5%	10,3%
Homme, enseignement secondaire	14,2%	19,7%	Homme, enseignement secondaire	26,9%	22,1%	Homme, enseignement secondaire	21,0%	21,4%
Homme, enseignement supérieur	31,1%	22,4%	Homme, enseignement supérieur	12,7%	18,2%	Homme, enseignement supérieur	19,7%	16,6%
Age	% DS/EN2025	% Pop.	Age	% DS/EN2025	% Pop.	Age	% DS/EN2025	% Pop.
18 - 24	12,4%	11,5%	18 - 24	8,7%	9,5%	18 - 24	11,1%	10,6%
25 - 29	9,6%	11,1%	25 - 29	6,1%	7,4%	25 - 29	7,3%	7,4%
30 - 44	27,5%	30,4%	30 - 44	21,2%	23,8%	30 - 44	24,8%	24,1%
45 - 64	29,5%	30,3%	45 - 64	30,8%	33,1%	45 - 64	34,5%	33,3%
65+	21,1%	16,7%	65+	33,2%	26,2%	65+	22,4%	24,5%
			Province	% DS/EN2025	% Pop.	Province	% DS/EN2025	% Pop.
			Anvers	28,9%	27,9%	Brabant wallon	10,6%	11,2%
			Limbourg	14,7%	13,4%	Hainaut	37,5%	36,8%
			Flandre orientale	20,5%	23,1%	Liège	29,1%	30,3%
			Brabant flamand	16,4%	17,3%	Luxembourg	8,4%	7,9%

Echantillon (4)

Bruxelles			Flandre			Wallonie		
Vote aux fédérales en 2024	% DS/EN2025	% Pop.	Vote aux fédérales en 2024	% DS/EN2025	% Pop.	Vote aux fédérales en 2024	% DS/EN2025	% Pop.
DéFI	6,5%	5,2%	cd&v	11,3%	10,9%	DéFI	1,9%	1,8%
Ecolo - Groen	15,8%	8,9%	Groen	12,5%	6,4%	Ecolo	8,1%	5,3%
Les Engagés - cd&v	9,5%	7,5%	N-VA	25,0%	21,8%	Les Engagés	19,4%	15,5%
MR - Open VLD	26,1%	18,2%	Open VLD	4,9%	7,5%	MR	24,5%	21,8%
N-VA	4,3%	2,2%	PVDA	7,2%	7,0%	PS	18,5%	17,0%
PS - Vooruit	10,7%	14,7%	Vlaams Belang	13,2%	18,6%	PTB	12,3%	9,0%
PTB - PVDA	11,7%	13,2%	Vooruit	19,0%	11,1%	Autre	3,1%	6,9%
Vlaams Belang	2,8%	1,9%	Autre	1,5%	2,1%	Blanc / invalide	5,8%	7,0%
Autre	2,3%	7,0%	Blanc / invalide	1,8%	3,8%	Je ne suis pas allé voter	6,2%	14,1%
Blanc / invalide	3,7%	4,8%	Je ne suis pas allé voter	3,0%	9,5%	Nouvel électeur	0,2%	1,6%
Je ne suis pas allé voter	6,3%	14,7%	Nouvel électeur	0,7%	1,4%			
Nouvel électeur	0,3%	1,7%						

Temps d'enquête et pondération

- Le temps médian pour compléter le questionnaire a été de 25,6 minutes.
- Comme expliqué plus haut, dans toutes les analyses, nous utilisons une pondération proportionnelle (ajustement proportionnel itératif) qui corrige la distribution de l'échantillon de manière à ce que la distribution de l'échantillon soit égale à la distribution de la population en termes d'âge, d'éducation, de sexe, de province et de comportement électoral 2024.
- La clé de pondération moyenne maximale est de 3,06, pour les électeurs qui ont indiqué avoir voté en 2024 pour un autre parti que ceux listés, suivi de 2,32 (répondants n'étant pas allé voter en 2024). Il s'agit également des groupes les plus sous-représentés dans les éditions précédentes de *De Stemming*. Ces deux groupes, qui ont donc été fortement repondérés, sont cependant souvent exclus des analyses car l'accent est en général mis sur les différences observées entre les électorats des partis représentés dans les parlements. Parmi ces électorats, le facteur de pondération le plus élevé est de 1,53.

Variables de contrôle importantes

- Comme dans les éditions précédentes de De Stemming, le questionnaire se concentre sur les opinions et comportements politiques des répondants. Il inclut cependant aussi des variables sociodémographiques importantes que nous mobilisons dans nos analyses pour cerner si des différences sociologiques lourdes structurent le rapport de nos répondants à la politique en Belgique en 2025.
- Parmi les variables sociologiques importantes, nous avons, notamment:
 1. Le revenu du ménage.
 2. Le lieu de résidence
 3. L'origine nationale.

Revenu du ménage

- Il s'agit d'une variable difficile, tout simplement parce que de nombreuses personnes refusent d'indiquer leur revenu dans les enquêtes. De plus, un revenu n'est souvent pas très révélateur si l'on ne dispose pas d'informations sur la composition du ménage.
- Nous avons utilisé la question suivante : « Pouvez-vous indiquer le revenu mensuel net moyen de votre ménage, c'est-à-dire toutes sources confondues et après impôts et cotisations sociales/obligatoires ? » Les répondants se sont vu proposer 12 options de réponse, dont les 10 premières coïncident avec les déciles de revenus connus dans notre pays et deux catégories supplémentaires pour le 95e percentile et le 99e percentile (les revenus vraiment élevés). Le décile le plus bas est « moins de 1 700 euros » et le percentile le plus élevé est « plus de 12 000 euros ». Il convient de noter que cette question ne porte que sur le revenu mensuel, et non sur le patrimoine du ménage.
- Nous avons également demandé le nombre de personnes composant le ménage, et plus précisément le nombre d'adultes (+18) et le nombre d'enfants (-18).
- Avec ces informations, nous pouvons calculer le revenu dit « standardisé ». Nous utilisons les facteurs d'équivalence du CBS (Bureau central néerlandais des statistiques), où le revenu total est divisé par un facteur qui tient compte du nombre de membres de la famille (avec des pondérations différentes pour les enfants et les adultes). Nous divisons ensuite cette distribution des revenus standardisés en trois grands groupes : les 25 % ayant les revenus les plus bas, les 50 % ayant les revenus moyens et les 25 % ayant les revenus les plus élevés.
- Dans les analyses, nous utilisons donc une variable qui distingue les quartiles de revenus « faibles », « moyens » et « élevés ». Les valeurs de séparation sont calculées simplement sur la base des quartiles : les répondants ayant les 25% de revenus standard les plus bas entrent dans la catégorie 1, les 50% ayant les deux quartiles du milieu entrent dans la catégorie 2, et les répondants ayant les 25% de revenus standard les plus élevés entrent dans la catégorie 3.

Lieu de résidence

- Nous demandons aux répondants le code postal de leur domicile. Sur cette base, nous les avons recatégorisés dans six groupes de communes (sur la base de la 'typologie Belfius', [link](#)). La typologie Belfius est différente dans les 3 régions.
- Pour la Flandre: (1) Communes résidentielles (2) communes rurales (3) communes avec un attrait dû aux activités économiques (4) communes urbanisées (5) villes de grande taille et régionales (6) communes du littoral.
- Pour la Wallonie: (1) communes rurales, (2) communes résidentielles, (3) communes urbanisées, (4) communes urbaines.
- Pour la Région de Bruxelles-Capitale: (1) communes résidentielles du nord ouest, (2) communes résidentielles du sud ouest, (3) communes de la "première ceinture", (4) communes en reconversion industrielle dans la zone du canal, (5) Bruxelles-Ville.
- Le cas échéant, nous décomposons les résultats par groupe de municipalité pour voir si les réponses varient systématiquement.

Origine nationale

- Afin de cerner si le répondant a des origines familiales en dehors de la Belgique, la question suivante a été reprise dans le questionnaire *“Êtes-vous, ou (au moins) l'un de vos parents, né à l'étranger ?”*. En cas de réponse positive, il était demandé au répondant de dire dans quel pays lui et ses parents sont nés.
- Cette question produit des résultats très différents entre les 3 régions, et surtout à Bruxelles, comme le démontre le tableau ci-dessous.

	BXL	VL	WAL
OUI	43%	11%	22%
NON	57%	89%	78%

- Les pays d'origine les plus fréquents en Flandre sont les Pays-Bas, l'Allemagne et la France. En Wallonie, il s'agit de la France, l'Italie et la RD Congo. À Bruxelles, ce sont la France, le Maroc et l'Italie.
- Comme pour les autres grandes variables sociologiques, nous avons testé l'effet potentiel de l'origine nationale pour les différentes thématiques analysées dans le rapport. Les résultats sont toutefois, la plupart du temps, peu significatifs. Nous ne les détaillons donc pas dans ce rapport.

Origine nationale

- Afin de cerner si le répondant a des origines familiales en dehors de la Belgique, la question suivante a été reprise dans le questionnaire *“Êtes-vous, ou (au moins) l'un de vos parents, né à l'étranger ?”*. En cas de réponse positive, il était demandé au répondant de dire dans quel pays lui et ses parents sont nés.
- Sur les 5749 répondants, 11% en Région flamande, 22% en Région wallonne et 43% en Région bruxelloise sont, selon cette définition, d'origine étrangère. Si l'on compare ces chiffres avec la proportion dans la population des trois régions selon StatBel, on se retrouve avec un nombre similaire dans notre échantillon et dans la population (16,4% en Flandre, 24,8% en Wallonie et 40,2% à Bruxelles au 1er janvier 2024). ([link StatBel](#)).
- Ensuite, nous avons, dans nos analyses, regardé si des différences significatives apparaissent dans les réponses données aux différentes questions de notre enquête entre les répondants une origine familiale à l'étranger et ceux n'en ayant pas. Cependant, le groupe de répondants d'origine étrangère est hétérogène, à la fois au sein d'une même région et d'une région à l'autre. Dans chacune des régions, par exemple, le Maroc, le Congo et la France figurent parmi les cinq pays d'origine les plus fréquents, mais en Flandre, les Pays-Bas apparaissent également. De plus, il s'agit de pourcentages limités d'un sous-groupe de répondants déjà limité. Il est impossible d'analyser séparément chacun de ces sous-groupes, ce qui rend difficile de tirer des conclusions sans ambiguïté. C'est pourquoi la plupart des analyses de ce rapport n'incluent pas l'« effet » de l'origine étrangère ; nous l'avons souvent testé, mais il n'a généralement pas donné de résultats significatifs, peut-être parce que le groupe des personnes d'origine étrangère est trop hétérogène pour que l'on puisse y déceler des tendances centrales.

Conclusion: motivations du vote

- Si l'on en croit les électeurs, les motivations qui les poussent à voter sont prioritairement d'ordre partisan ou idéologique. Ils votent pour les partis qui, selon eux, défendent l'idéologie et les valeurs adéquates et/ou incarnent les thèmes politiques qui leur tiennent à cœur. Les motivations de cette nature dominant, tant au nord qu'au sud du pays.
- Les qualités spécifiques de certains hommes ou certaines femmes politiques sont, en revanche, une motivation de vote assez peu citée (7ème). Cela signifie que la personnalisation de la politique et même la soi-disant « présidentielle » de la politique, où un petit nombre de responsables politiques de premier plan détermine le scrutin, semblent très limitées en Belgique.
- Entre partis, les motivations du vote sont très diversifiées, et reflètent les spécificités idéologiques et programmatiques des différents partis (climat pour les électeurs Ecolo, travail pour ceux du MR, justice sociale au PS, etc).

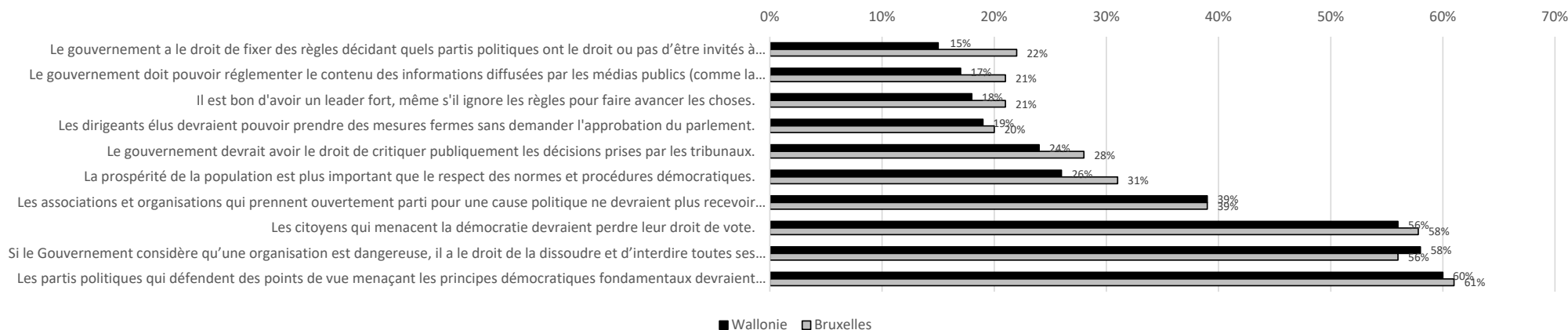
14. (II)libéralisme démocratique

Illibéralisme politique et démocratie militante

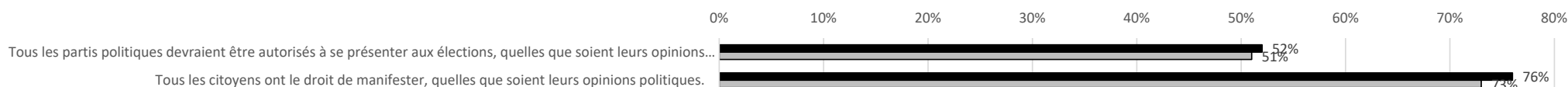
- Pour la première fois dans DS/EN2025, une série de questions ont été intégrées dans le questionnaire afin de mesurer le soutien éventuel de certains répondants à des actions de la part des autorités politiques qui s'écartent des normes et principes démocratiques.
- Ce questionnement renvoie à une tendance générale observée dans plusieurs démocraties, mais aussi dans les déclarations des certains responsables politiques en Belgique. Elle renvoie en particulier aux débats sur l'illibéralisme politique.
- Neuf questions étaient insérées dans le questionnaire DS/EN2025. Il ressort des analyses que six d'entre elles font ressortir des différences significatives entre répondants en Belgique. Ces 6 questions font émerger deux grandes dimensions (avec 3 questions chacune) sur lesquelles les électeurs belges semblent avoir des opinions significativement divergentes.
- La première dimension renvoie à l'illibéralisme politique entendu comme l'acceptation qu'un gouvernement intervienne pour réduire et contraindre l'indépendance des contre-pouvoirs que sont les médias et la justice. Cette dimension reprend les items suivants:
 - *Le gouvernement a le droit de fixer des règles décidant quels partis politiques ont le droit ou pas d'être invités à s'exprimer sur les médias publics (comme la RTBF ou la VRT).*
 - *Le gouvernement doit pouvoir réglementer le contenu des informations diffusées par les médias publics (comme la VRT ou la RTBF).*
 - *Le gouvernement devrait avoir le droit de critiquer publiquement les décisions prises par les tribunaux.*
- La deuxième dimension renvoie au concept de « démocratie militante » et relie des questions à propos du droit pour des institutions démocratiques d'interdire ou d'exclure des acteurs politiques (citoyens, mouvements, partis) qui seraient anti-démocratiques et représenteraient un danger majeur pour la survie de la démocratie. Cette dimension reprend les items suivants:
 - *Les citoyens qui menacent la démocratie devraient perdre leur droit de vote.*
 - *Si le Gouvernement considère qu'une organisation est dangereuse, il a le droit de la dissoudre et d'interdire toutes ses activités.*
 - *Les partis politiques qui défendent des points de vue menaçant les principes démocratiques fondamentaux devraient être interdits.*

Illibéralisme politique dans Wallonie et Bruxelles

% soutien à des mesures illibérales

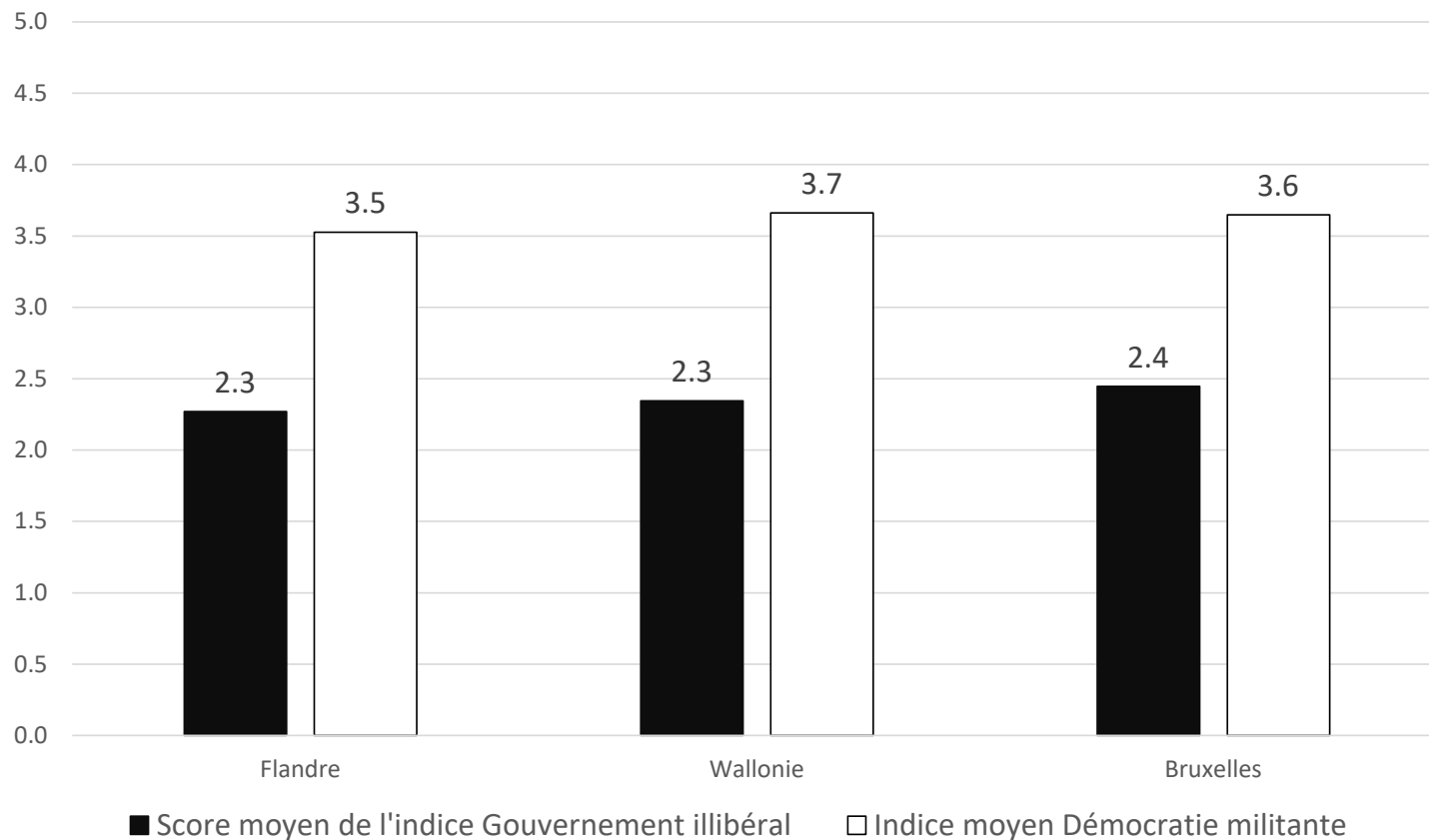


% de soutien à des mesures de libéralisme démocratique



- Dans de nombreux pays, certaines libertés civiles et politiques sont restreintes. D'un autre côté, des voix s'élèvent pour dire que la démocratie doit se protéger des forces antidémocratiques. Les différences entre les trois parties du pays sur ces questions sont minimales. Nous divisons simplement les propositions en propositions « illibérales » et propositions « libérales » selon qu'elles garantissent ou restreignent les libertés et nous indiquons uniquement la proportion de répondants favorables aux différentes propositions illibérales et libérales (en Wallonie et à Bruxelles, les données sur la Flandre sont dans le rapport en néerlandais).
- En ce qui concerne les mesures « illibérales », de restriction des libertés, peu de répondants y sont favorables. Au plus observe-t-on un soutien majoritaire aux mesures visant à limiter les droits politiques des citoyens groupes et partis qui menaceraient la démocratie.
- Derrière ce constat général, il est néanmoins important de noter que plusieurs mesures illibérales ont un soutien minoritaire mais significatif parmi les Wallons et les Bruxellois. Ainsi entre 15 et 20% des Wallons et des Bruxellois sont favorables à une intervention du pouvoir politique dans les lignes éditoriales des médias publics. Autour de 20% soutiennent un leader fort et pouvant se passer de l'avis du Parlement. Pour 26% des Wallons et 31% des Bruxellois, la prospérité doit primer sur le respect de la démocratie. Enfin, 39% des Bruxellois et des Wallons jugent que les associations qui défendent des causes politiques ne devraient pas bénéficier de financement public.
- Dans l'ensemble, les données indiquent que même la démocratie belge n'est pas à l'abri d'une réduction des libertés. Lorsque le bien-être des citoyens est en jeu et, surtout, lorsqu'il est affirmé que certains citoyens/partis/groupes menacent la démocratie, les citoyens peuvent accepter une intervention plus autoritaire.

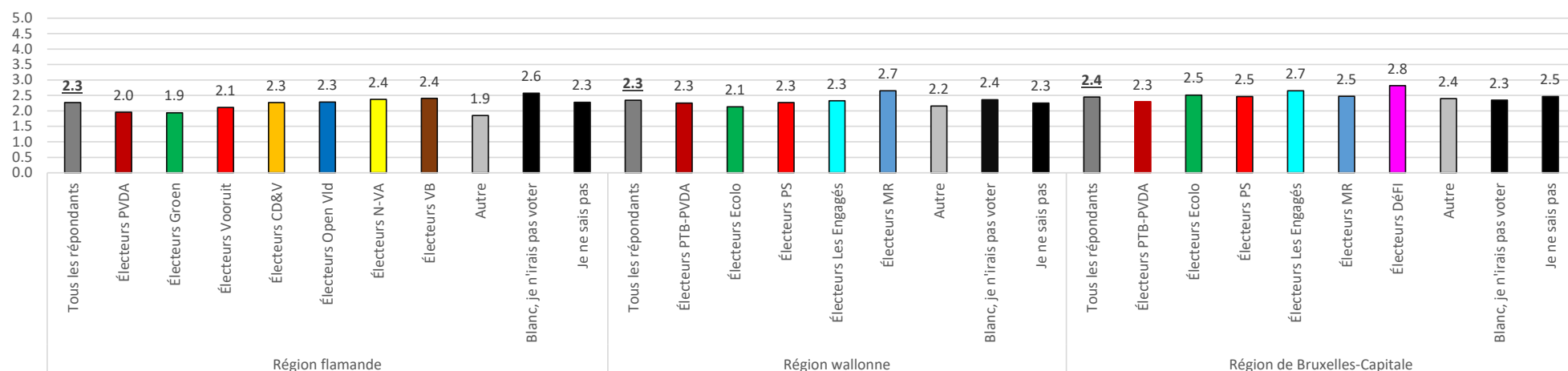
Illibéralisme politique et démocratie militante, dans les 3 régions



- Les scores présentés ici sont les scores moyens sur les 3 questions composant les deux dimensions d'illibéralisme politique et de démocratie militante (échelle de réponse allant de 1 "pas du tout d'accord" à 4 "tout à fait d'accord").
- Le premier constat est que, en moyenne, il y a peu de différences sur ces deux dimensions dans les 3 régions du pays.
- Concernant la dimension d'illibéralisme politique, le score est proche de la valeur médiane (2,5 sur 5), indiquant des répondants plutôt indifférents par rapport à d'éventuelles interventions des gouvernements par rapport aux médias et aux décisions de justice. Les répondants n'y, en moyenne, ni favorable, ni défavorable. On peut l'interpréter de façon rassurante, en se disant qu'il n'y a pas de soutien massif à l'illibéralisme politique en Belgique. Une lecture plus pessimiste est aussi possible en constatant que les Belges ne sont pas fermement attachés à l'indépendance des médias et de la justice face aux gouvernements. Il n'est donc pas certain que les Belges se mobiliseraient si de telles actions d'illibéralisme devaient se produire.
- Concernant la démocratie militante, en revanche, on observe un clair soutien dans les trois régions à ce que les autorités puissent défendre la démocratie en limitant les droits politiques des citoyens, ~~organisations et partis qui défendraient des programmes anti-démocratiques.~~

Illibéralisme politique par électorat

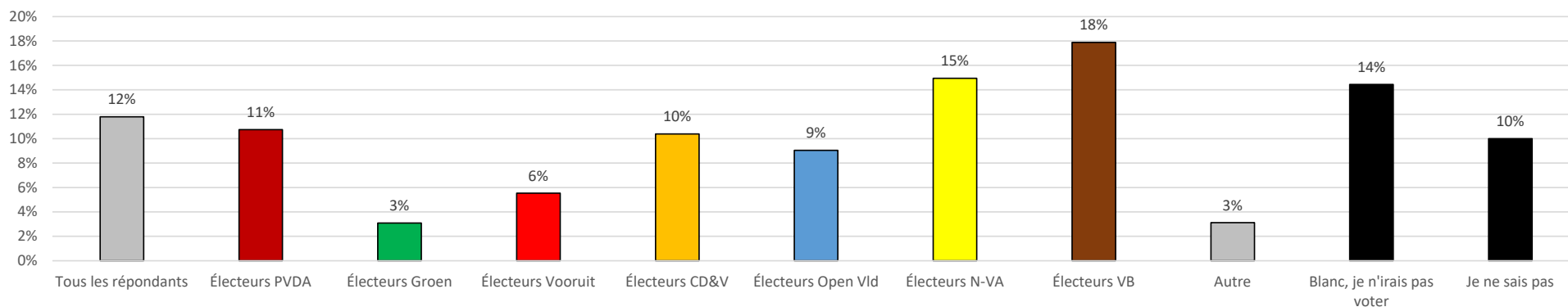
Score moyen de l'indice Gouvernement illibéral



- Les scores présentés ici sont les scores moyens sur les 3 questions composant la dimension d'illibéralisme.
- Le premier constat est que, en moyenne, il y a peu de différences sur cette dimension entre électorat. Les scores moyens vont de 1,0 comme valeur minimum à 2,8 comme valeur maximum.
- Les électeurs les plus nettement opposés à une intervention des gouvernements pouvant affecter l'indépendance des médias et de la justice sont les électors de Groen (1,9, du PVDA (2,0) et d'Ecolo en Wallonie (2,1).
- Les électeurs les moins réticents à de telles interventions des gouvernements sont ceux du MR en Wallonie (2,7), des Engagés à Bruxelles (2,7) et de Défi à Bruxelles (2,8). Mais même chez les électeurs, le score moyen est fondamentalement proche d'un position médiane, ni pour, ni contre de telles initiatives pouvant limiter l'indépendance des médias et de la justice.
- Ces différences au niveau des moyennes cachent, toutefois, des résultats plus marquants quand on se regarde les proportions d'électeurs tout à fait d'accord avec des gouvernements intervenant par rapport à l'indépendance des médias et de la justice (voir slides suivants).

Soutien à des gouvernements intervenant sur le contenu des informations diffusées par les médias publics, Flandre

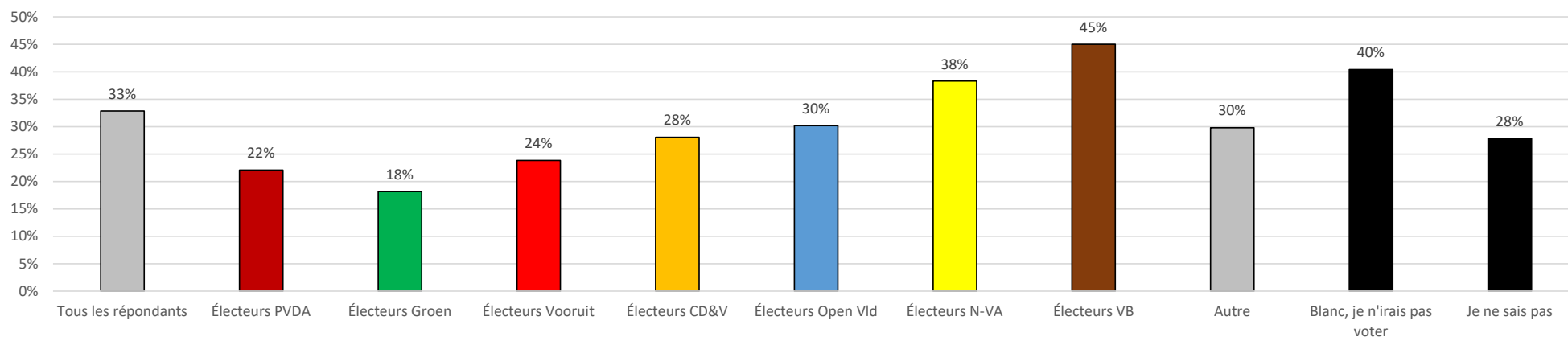
% (Tout à fait) d'accord - Le gouvernement doit pouvoir réglementer le contenu des informations diffusées par les médias publics (comme la VRT ou la RTBF). - Région flamande



- Les % présentent la proportion d'électeurs des différents partis se disant totalement d'accord avec la possibilité pour le gouvernement de pouvoir réglementer le contenu des informations diffusées par les médias publics.
- Les résultats à ce niveau distinguent significativement les électeurs du Vlaams Belang et, dans une moindre mesure de la N-VA, et ceux des autres partis, et surtout de Groen et de Vooruit. Ces derniers sont très peu à être d'accord avec une telle proposition (3% et 6%) alors que la proportion d'électeurs d'accord avec cette intervention sont bien plus nombreux au Vlaams Belang (18%) et à la N-VA (15%).

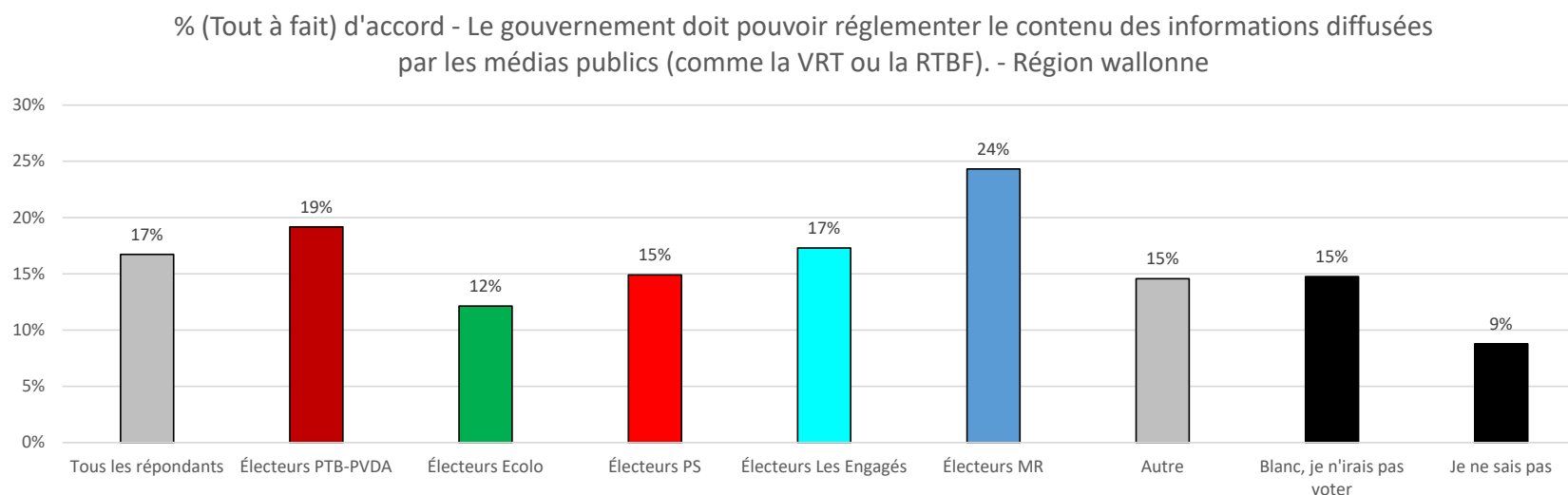
Soutien à des gouvernements critiquant publiquement les décisions des tribunaux, Flandre

% (Tout à fait) d'accord - Le gouvernement devrait avoir le droit de critiquer publiquement les décisions prises par les tribunaux. - Région flamande



- Les % présentent la proportion d'électeurs des différents partis se disant totalement d'accord avec le droit pour le gouvernement (et pas des élus individuellement) de critiquer publiquement les décisions prises par les tribunaux.
- La proportion d'électeurs d'accord avec cette idée est significativement plus grande que pour la question précédente (33% de tout à fait d'accord).
- Les différences entre électors des partis flamands sont toutefois réelles, et fort proches de celles observées par rapport à l'indépendance des médias. Les électeurs de Groen (18%), du PVDA (22%) et de Vooruit (24%) sont nettement moins nombreux à se dire tout à fait d'accord avec un tel comportement du gouvernement que ceux de la N-VA (38%) et du Vlaams Belang (45%).

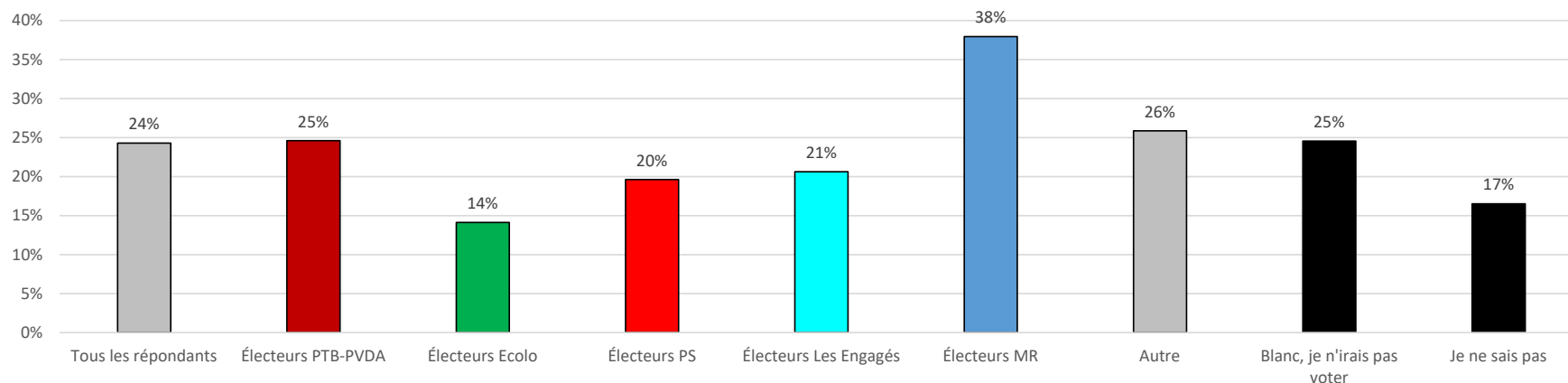
Soutien à des gouvernements intervenant sur le contenu des informations diffusées par les médias publics, Wallonie



- Les % présentent la proportion d'électeurs des différents partis se disant totalement d'accord avec la possibilité pour le gouvernement de pouvoir réglementer le contenu des informations diffusées par les médias publics.
- En Wallonie, l'écart principal observé pour cette question est entre le MR, dont près d'un quart des électeurs (24%) se dit totalement d'accord avec une telle intervention du gouvernement face aux médias publics, et Ecolo qui a moitié moins (12%) d'électeurs tout à fait d'accord avec cette idée.
- Nous ne présentons pas les résultats à Bruxelles car les écarts entre électorats des partis y sont faibles ou peu robustes statistiquement.

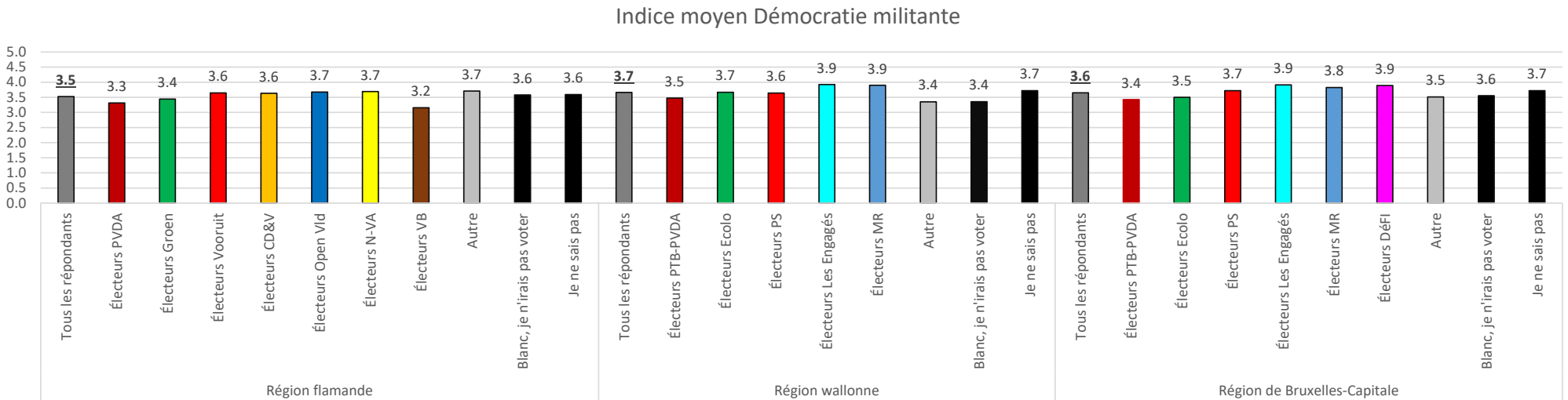
Soutien à des gouvernements critiquant publiquement les décisions des tribunaux, Wallonie

% (Tout à fait) d'accord - Le gouvernement devrait avoir le droit de critiquer publiquement les décisions prises par les tribunaux. - Région wallonne



- Les % présentent la proportion d'électeurs des différents partis se disant totalement d'accord avec le droit pour le gouvernement (et pas des élus individuellement) de critiquer publiquement les décisions prises par les tribunaux.
- La proportion d'électeurs d'accord avec cette idée est, comme en Flandre, significativement plus grande chez les répondants wallons que pour la question précédente (24% de tout à fait d'accord).
- Les différences entre électorats des partis wallons sont les mêmes que pour la question de l'indépendance des médias. Les électeurs du MR sont 38% à être totalement d'accord avec un gouvernement qui critiquerait publiquement une décision des tribunaux. A l'inverse, ils ne sont que 14% des électeurs d'Ecolo à avoir cette opinion.
- A nouveau, nous ne présentons pas les résultats à Bruxelles car les écarts entre électorats des partis y sont faibles ou peu robustes statistiquement

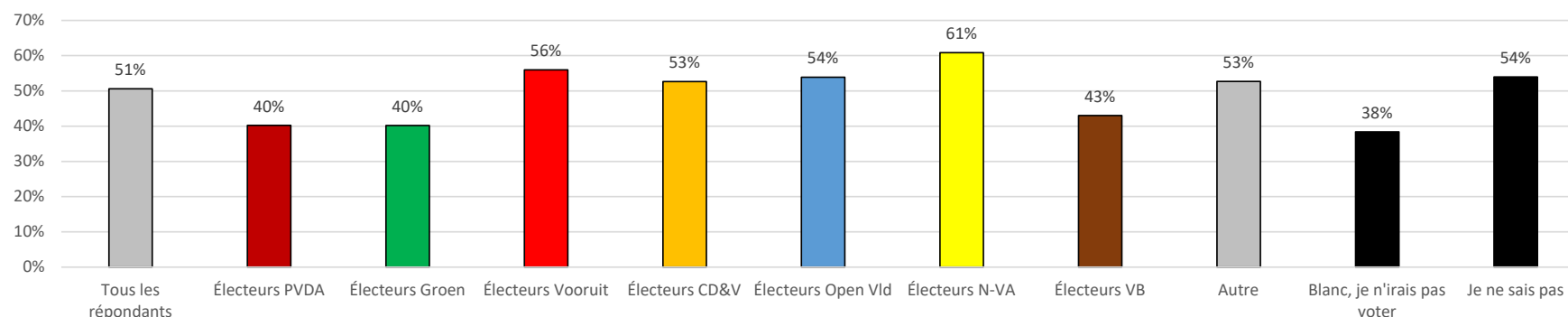
Soutien à la démocratie militante, par électorat.



- Les scores présentés ici sont les scores moyens sur les 3 questions composant la dimension de soutien à la démocratie militante.
- Le premier constat est que, en moyenne, il y a peu de différences sur cette dimension entre électorat. Les scores moyens vont de 3,2 comme valeur minimum à 3,9 comme valeur maximum. Globalement, les électorats de tous les partis sont favorables à une intervention des gouvernements pour écarter les acteurs non-démocratiques du jeu démocratique.
- Les électeurs les plus nettement favorables à cette logique de démocratie militante sont les électorats des Engagés et du MR, tant en Wallonie qu'à Bruxelles (3,8-3,9).
- Les électeurs les moins enthousiastes à de telles interventions des gouvernements sont ceux du Vlaams Belang (3,2), même s'ils sont aussi globalement plutôt pour de telles actions de défense de la démocratie.
- Ces différences au niveau des moyennes se retrouve quand on décompose les différentes questions constituant cette question, surtout pour l'intervention à l'encontre d'organisations et de partis anti-démocratiques. En revanche, les écarts sont un peu plus nets lorsqu'il s'agit de priver des électeurs de leur droit de vote car ils constitueraient une menace pour la démocratie (voir slides suivants).

Soutien à la privation du droit de vote pour les électeurs menaçant la démocratie, Flandre

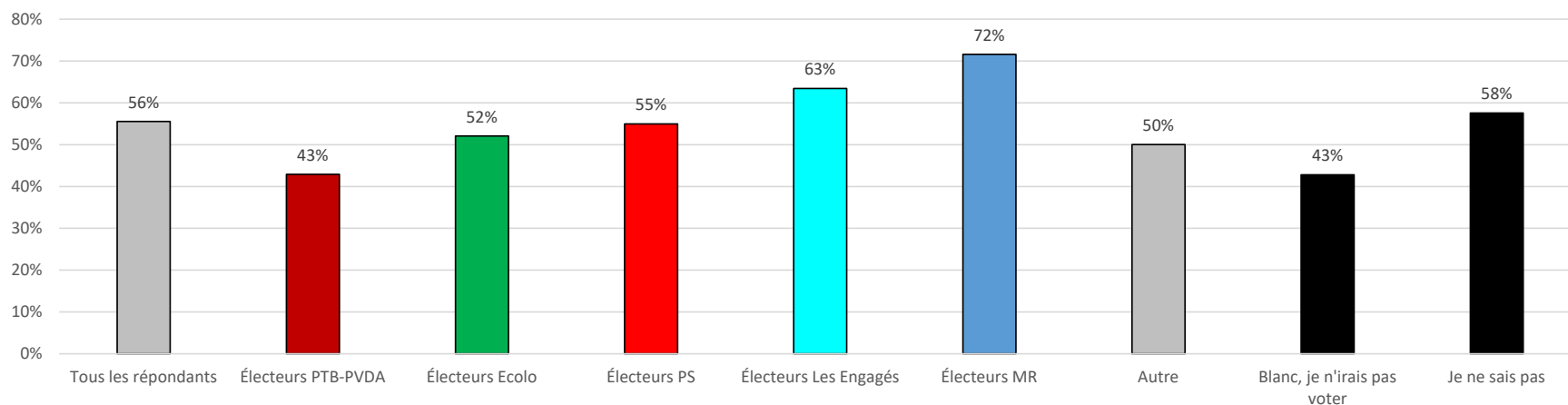
% (Tout à fait) d'accord - Les citoyens qui menacent la démocratie devraient perdre leur droit de vote. - Région flamande



- Les % présentent la proportion d'électeurs des différents partis se disant totalement d'accord avec le fait de priver du droit de vote les électeurs constituant une menace pour la démocratie.
- La proportion d'électeurs totalement d'accord avec cette idée est assez large en moyenne (51% de tous les répondants flamands), mais des différences significatives apparaissent entre électorats des partis. Elles sont cependant différentes de celles observées par rapport à l'indépendance des médias et de la justice.
- Les électeurs de Groen (40%), du PVDA (40%) et du Vlaams Belang (43%) sont les moins nombreux à se dire tout à fait d'accord avec une telle décision, alors que celle-ci est soutenue fortement par une majorité d'électeurs de la N-VA (61%) et de Vooruit (56%).

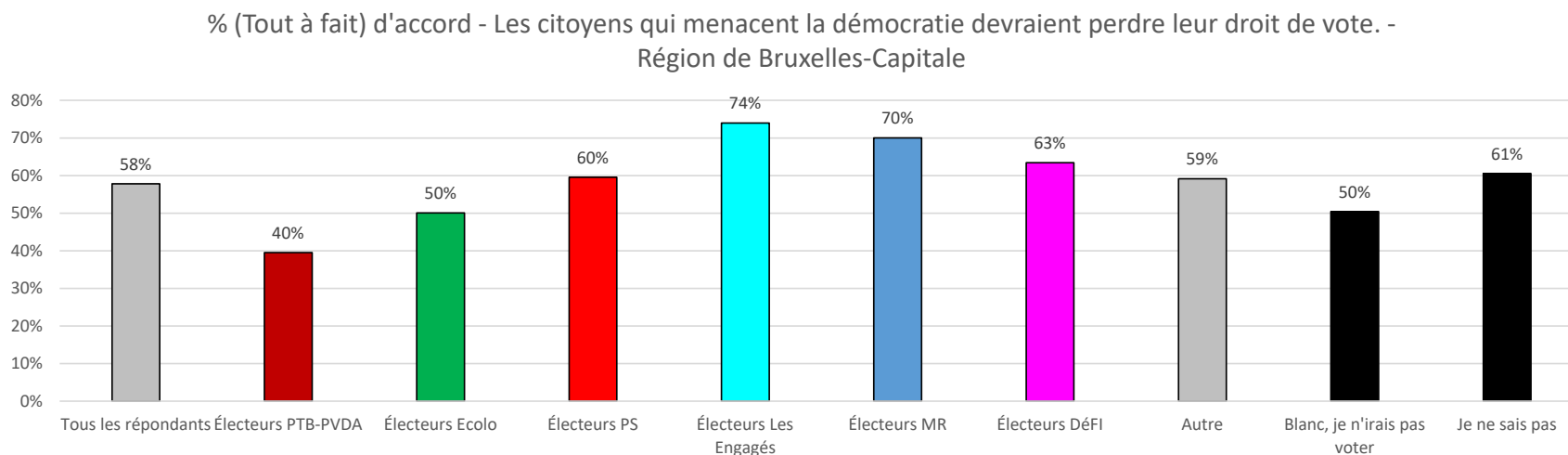
Soutien à la privation du droit de vote pour les électeurs menaçant la démocratie, Wallonie

% (Tout à fait) d'accord - Les citoyens qui menacent la démocratie devraient perdre leur droit de vote. - Région wallonne



- Les % présentent la proportion d'électeurs des différents partis se disant totalement d'accord avec le fait de priver du droit de vote les électeurs constituant une menace pour la démocratie.
- En Wallonie, le soutien à cette privation du droit de vote est plus nettement soutenu qu'en Flandre.
- Seul le PTB n'a pas une majorité d'électeurs se déclarant tout à fait d'accord avec une telle décision (43%). A l'inverse, les électors du MR (72%) et des Engagés (63%) y sont largement favorables.
- La situation est assez similaire à Bruxelles (slide suivant) avec le soutien le plus forts chez les électeurs de

Soutien à la privation du droit de vote pour les électeurs menaçant la démocratie, Bruxelles



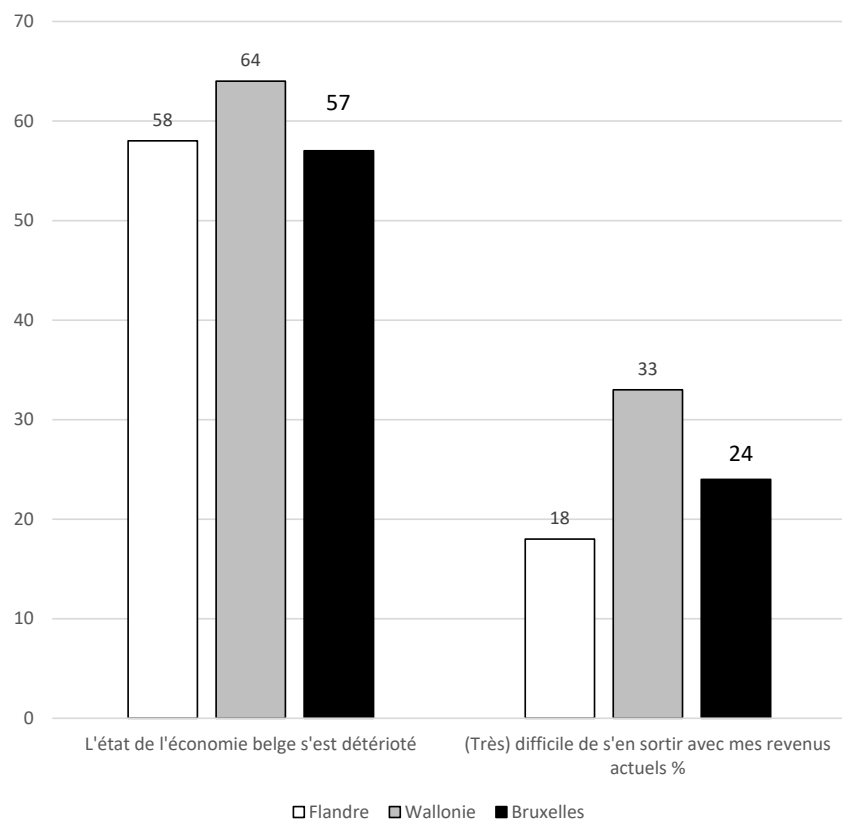
- Les % présentent la proportion d'électeurs des différents partis se disant totalement d'accord avec le fait de priver du droit de vote les électeurs constituant une menace pour la démocratie.
- A Bruxelles, la configuration est assez proche de celle observée en Wallonie.
- Seul le PTB n'a pas une majorité d'électeurs se déclarant tout à fait d'accord avec une telle décision (40%). A l'inverse, les électors du MR (70%), des Engagés (70%), de Défi (63%) et du PS (60%) y sont largement favorables.

15. Perceptions économiques

Perceptions socio-économiques

- Un facteur crucial en ce qui concerne la façon dont les citoyens évaluent les acteurs politiques, les gouvernements et le système politique est leur perception de la situation socio-économique. Une évaluation positive de l'économie et de son évolution renforce le soutien aux acteurs et institutions. Cela pèse également dans le vote.
- En Flandre, dans les éditions précédentes de De Stemming (2023 et 2024), l'importance des perceptions socio-économiques s'était confirmée.
- Deux questions à ce propos ont donc été reprises dans DS/EN2025:
 - (1) La perception de l'évolution de l'économie belge au cours de l'année écoulée
 - (2) L'évaluation de la situation financière de son ménage

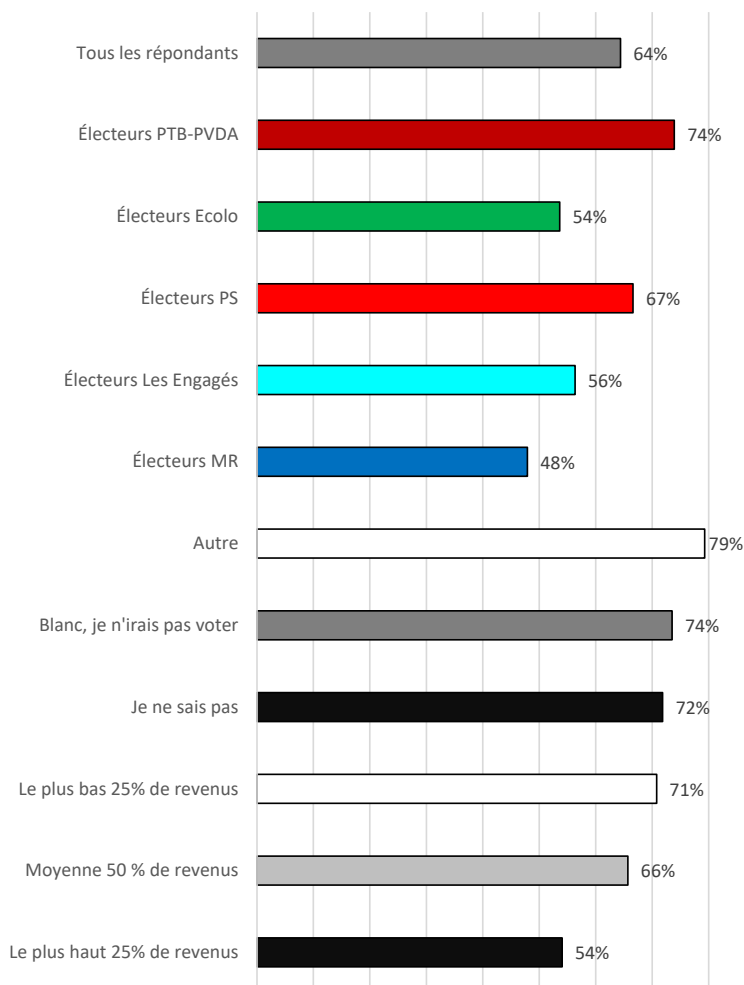
Perception de l'économie et de son revenu dans les 3 régions



- *Diriez-vous qu'au cours des 12 derniers mois, l'état de l'économie belge (1) s'est amélioré, (2) est resté inchangé, (3) s'est détérioré.* Le graphique présente la proportion de répondants déclarants que l'état de l'économie belge s'est détérioré.
- *Laquelle des descriptions suivantes se rapproche le plus de votre perception du revenu actuel de votre ménage ? (1) Je vis confortablement avec mes revenus actuels, (2) J'arrive à joindre les deux bouts avec mes revenus actuels, (3) J'ai du mal à joindre les deux bouts avec mes revenus actuels, (4) C'est très difficile de joindre les deux bouts avec mes revenus actuels.* Le graphique présente la proportion de répondants qui ont des difficultés avec le revenu actuel de leur ménage (réponses 3 et 4).
- Les perceptions économiques sont clairement les plus négatives en Wallonie. Près de 2/3 des répondants déclarent que l'état de l'économie belge s'est détérioré depuis un an. Les proportions sont plus faibles en Flandre et à Bruxelles, mais là aussi la majorité des répondants ont des perceptions négatives.
- Les réponses concernant le revenu de son ménage présentent des résultats encore plus contrastés entre les 3 régions. Il y a presque deux fois plus de Wallons qui disent avoir des difficultés à faire face avec leurs revenus actuels (33%) qu'en Flandre (18%). Bruxelles se situe entre les deux (24%).

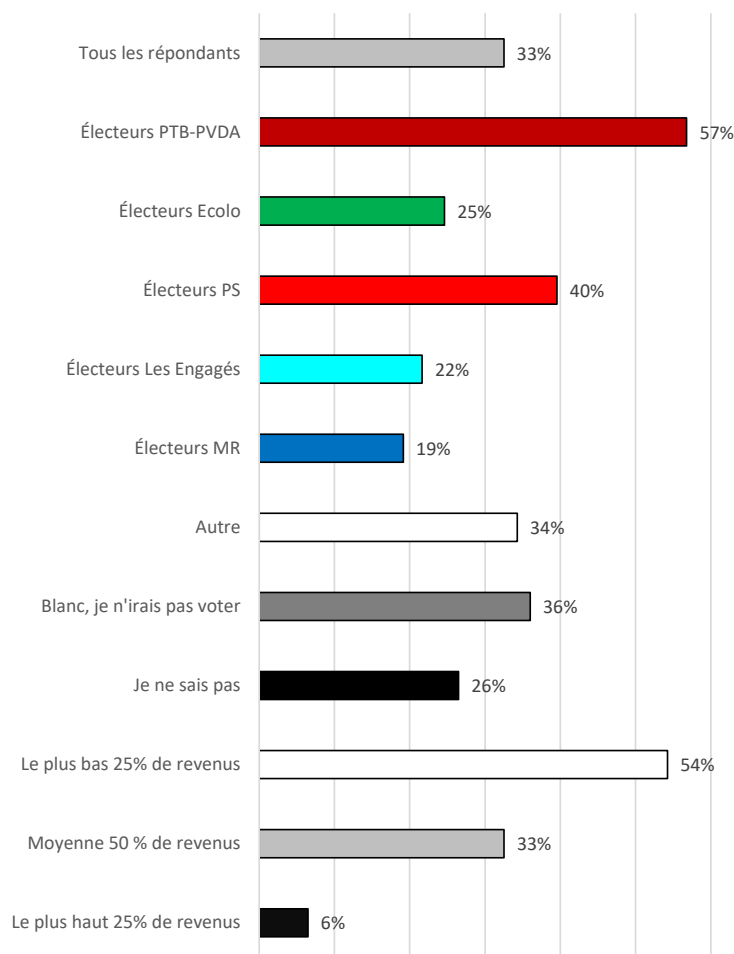
% de répondants qui pensent que l'économie belge s'est détériorée au cours des 12 derniers mois

0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80%



Pourcentage de personnes déclarant qu'il leur est (très) difficile de joindre les deux bouts avec leur revenu actuel

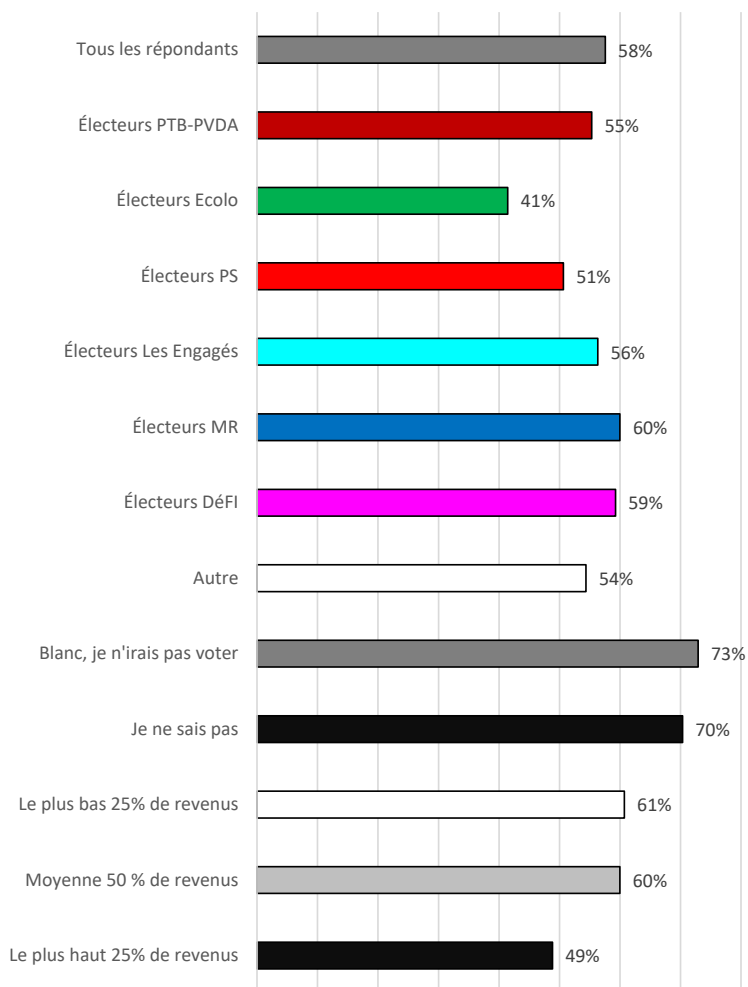
0% 10% 20% 30% 40% 50% 60%



- En **Wallonie**, les électors ayant les perceptions les plus négatives de l'évolution économique sont les électeurs du PTB et du PS. De façon intéressante, les électeurs des Engagés sont tout aussi critiques que ceux d'Ecolo.
- En ce qui concerne la situation financière des ménages, ce sont à nouveau les électeurs du PTB qui disent le plus faire face à des difficultés, suivis de ceux du PS.
- Nous pouvons également analyser les réponses à ces questions en fonction du revenu du ménage déclaré par les répondants. Il en ressort clairement que ce sont les répondants aux plus bas revenus qui ont les perceptions les plus négatives de l'état de l'économie belge.

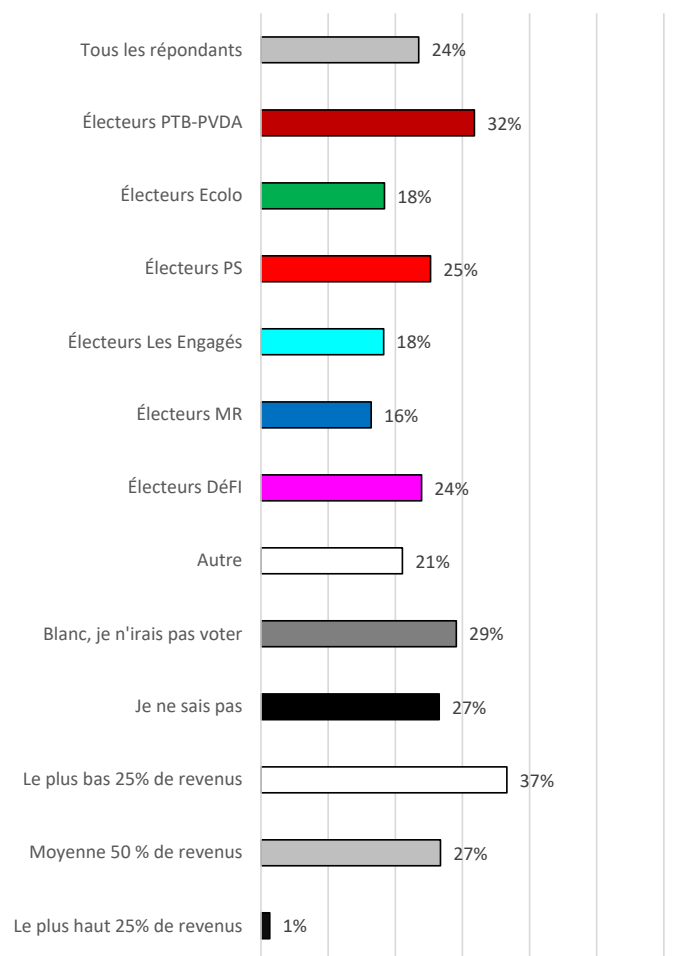
% de répondants qui pensent que l'économie belge s'est détériorée au cours des 12 derniers mois

0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80%



Pourcentage de personnes déclarant qu'il leur est (très) difficile de joindre les deux bouts avec leur revenu actuel

0% 10% 20% 30% 40% 50% 60%



- A **Bruxelles**, les électors les plus négatifs sur l'état de l'économie belge ne sont pas, comme dans les autres régions, les électeurs des partis plus radicaux et d'opposition. Ici, ce sont les électeurs du MR, de Défi et des Engagés qui sont les plus pessimistes.
- En ce qui concerne la situation financière des ménages, ce sont à nouveau les électeurs du PTB-PVDA qui disent le plus faire face à des difficultés, suivis de ceux du PS.
- Enfin, les perceptions de l'évolution de l'économie chez les Bruxellois sont moins liées au niveau de revenu déclaré par les répondants. La classe moyenne, en particulier, est aussi très pessimiste.

Conclusion : perceptions économiques

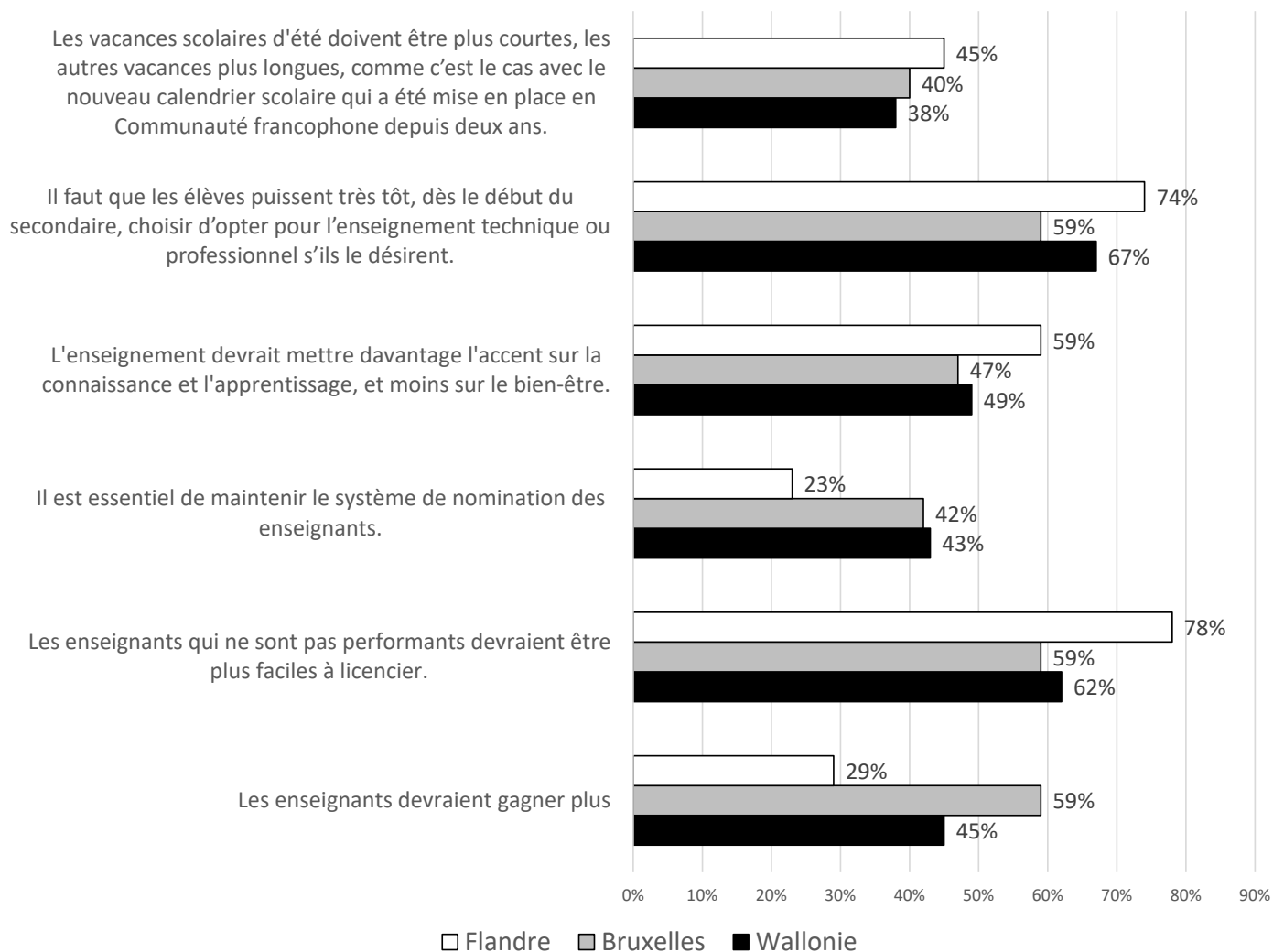
- Dans les trois régions, une majorité de répondants sont négatifs quant à l'évolution de l'économie belge.
- Il existe une différence marquée entre les différentes régions du pays, avec un optimisme plus marqué en Flandre, en particulier par rapport à la Wallonie.
- Invariablement, le même schéma se dessine : une fois de plus, ce sont les électeurs des partis plus radicaux (PTB-PVDA et VB) qui se distinguent par leurs perceptions économiques négatives.
- En Wallonie, après les électeurs PTB, les électeurs du PS sont aussi assez négatifs par rapport à l'économie du pays, et à leur situation financière personnelle.
- A Bruxelles, ce sont plutôt les non-votants qui sont très négatifs.

16. Les politiques en matière d'enseignement

Les politiques en matière d'enseignement

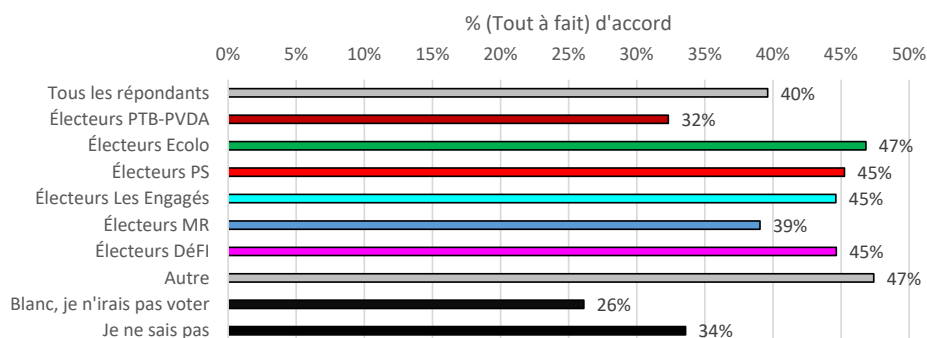
- Dans les deux grandes communautés du pays, la Communauté flamande et la Communauté française, l'un des dossiers au coeur des débats politiques est la réforme de l'enseignement.
- Différentes réformes sont discutées (carrières des professeurs, orientation des élèves) ou ont été mises en place (vacances scolaires).
- Nous avons donc inclus quelques-unes de ces réformes afin de voir, dans les trois régions, quel était le soutien à ces mesures au sein de la population.
- Nous présentons d'abord les résultats par région, puis en distinguant les électors des partis en Wallonie et à Bruxelles

Propositions pour l'enseignement - % d'accord

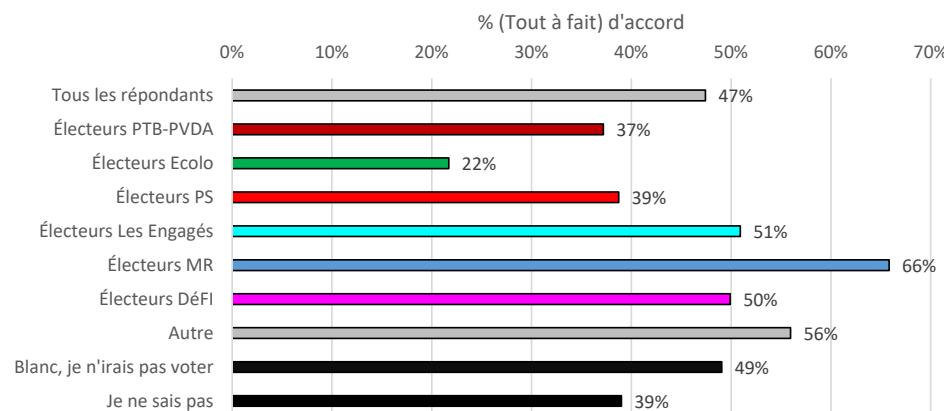


- Les trois premières propositions ont trait aux apprentissages des élèves et à leur orientation.
- Premièrement, on constate que le nouveau rythme scolaire mis en place en Communauté française n'a un soutien majoritaire dans aucune des trois régions, mais de façon intéressante le soutien est un peu plus large en Flandre.
- Sur la question de l'orientation des élèves, la majorité des répondants dans les 3 régions, et même un très large majorité en Flandre (74%) et en Wallonie (67%) sont pour une orientation tôt dans le cursus, donc en contradiction avec l'idée d'un tronc commun allant assez tard dans le cursus du secondaire.
- Enfin, concernant l'équilibre entre connaissance et bien-être, les résultats divergent entre la Flandre et les deux autres régions, en Flandre, une majorité voudrait mettre plus l'accent sur les connaissances (59%) alors que cette position est (très légèrement) minoritaire dans les 2 autres régions.
- Concernant les carrières des enseignants, les répondants des 3 régions soutiennent les réformes mises sur la table des gouvernements et allant vers plus de flexibilité/précarité dans les carrières.
- En revanche, le point de vue est très différent sur les salaires. Le soutien à une hausse des salaires est très minoritaire en Flandre, un peu minoritaire en Wallonie et majoritaire à Bruxelles.
- Dans l'ensemble, nous constatons donc pour la première fois des différences marquées entre les opinions des Flamands et des francophones. Plusieurs décennies de gestion séparées de l'enseignement entre la Flandre et la Communauté française semblent se traduire dans des opinions assez différentes quant à l'évolution de l'enseignement.

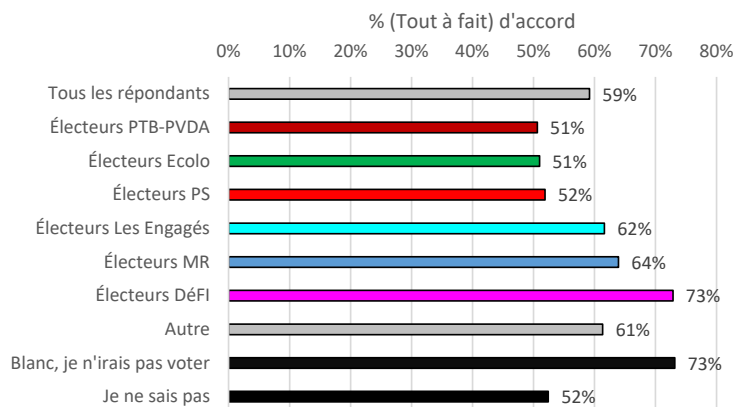
Les vacances scolaires d'été doivent être plus courtes, les autres vacances plus longues, comme c'est le cas avec le nouveau calendrier scolaire qui a été mise en place en Communauté francophone depuis deux ans. - Région de Bruxelles-Capitale



L'enseignement devrait mettre davantage l'accent sur la connaissance et l'apprentissage, et moins sur le bien-être. - Région de Bruxelles-Capitale

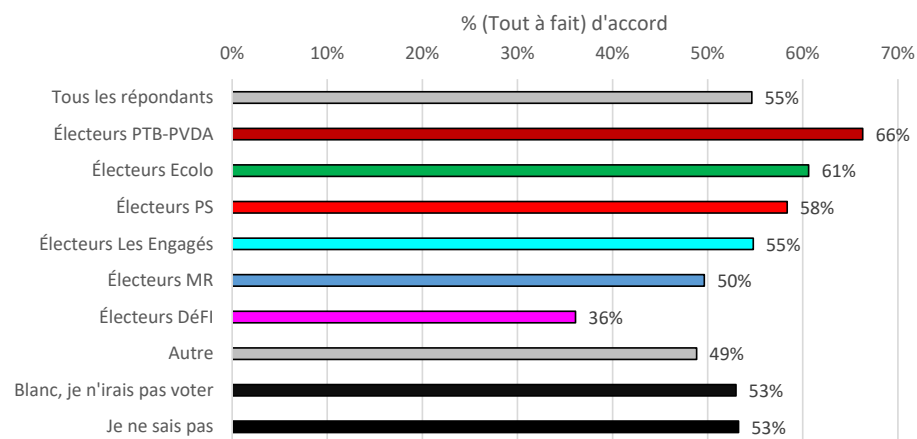


Il faut que les élèves puissent très tôt, dès le début du secondaire, choisir d'opter pour l'enseignement technique ou professionnel s'ils le désirent. - Région de Bruxelles-Capitale

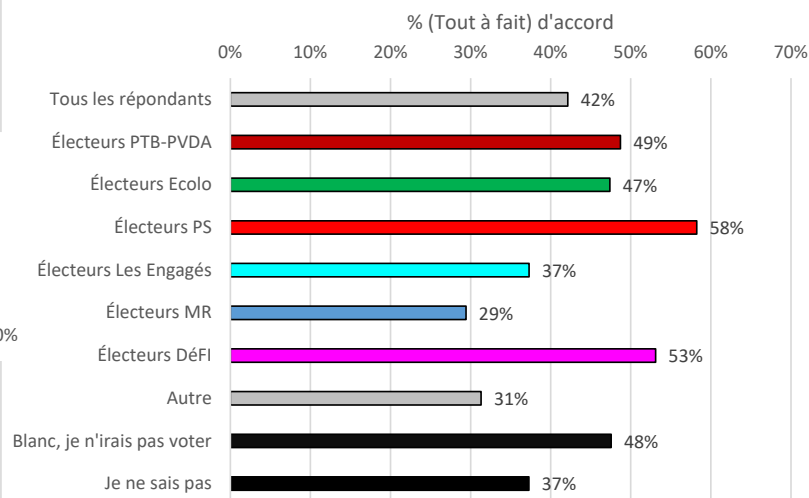


- Concernant le parcours scolaire des élèves, en **Région de Bruxelles-Capitale**, des différences apparaissent d'abord concernant les vacances scolaires. Le soutien au nouveau rythme n'est majoritaire dans aucun électorat, mais il est particulièrement peu apprécié des électeurs PTB-PVDA et MR.
- Sur l'équilibre entre connaissance et bien-être, le souhait de mettre davantage l'accent sur les connaissances est majoritaire dans les électorats des partis de centre-droit et de droite, et tout particulièrement au MR (66%). A l'inverse, l'électorat y est très largement défavorable (22%).
- Enfin, concernant l'orientation en secondaire, tous les électorats sont favorables majoritairement à une orientation assez précoce, mais le soutien est plus fort chez les électeurs Défi, MR et Engagés.

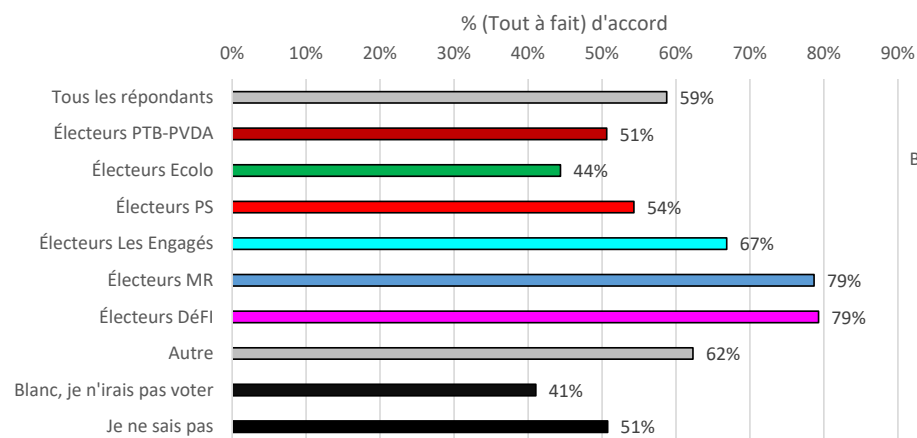
Les enseignants devraient gagner plus. - Région de Bruxelles-Capitale



Il est essentiel de maintenir le système de nomination des enseignants. - Région de Bruxelles-Capitale

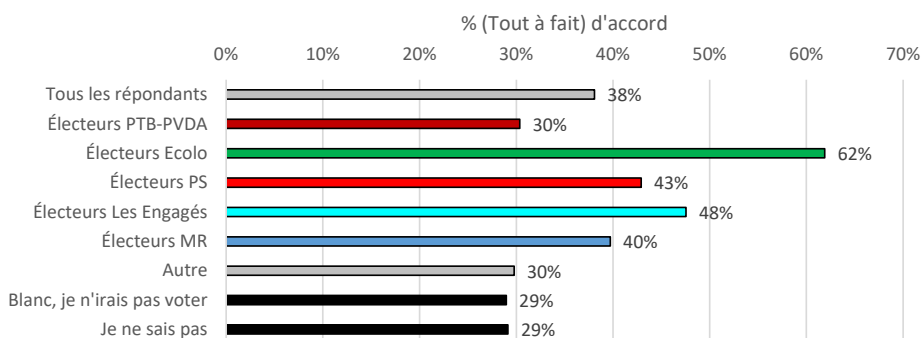


Les enseignants qui ne sont pas performants devraient être plus faciles à licencier. - Région de Bruxelles-Capitale

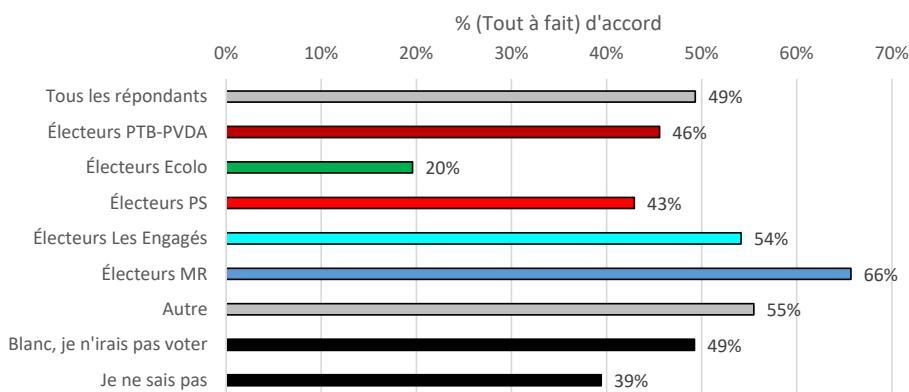


- Concernant les carrières des enseignants, en **Région de Bruxelles-Capitale**, on retrouve d'abord un soutien majoritaire à une hausse de leur salaire, et cela dans tous les partis sauf chez Défi. De façon intéressante, les électors des deux partis au pouvoir, MR (50%) et Engagés (55%) y sont aussi majoritairement favorables.
- Sur le système des nominations, les électors des différents partis sont plutôt rétifs à son maintien. Seuls les électeurs PS (58%) et de Défi (53%) veulent majoritairement le conserver. A l'inverse, ils sont peu à vouloir le conserver chez les électeurs du MR (29%) et des Engagés (37%).
- Enfin, concernant la possibilité de licencier les enseignants jugés moins performants, seul l'électorat Ecolo y est majoritairement opposé. Les autres sont divisés (PTB-PVDA et PS) y nettement favorables (MR, Défi et Les Engagés)

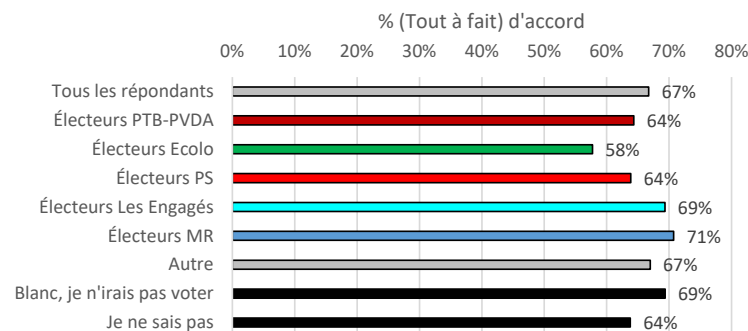
Les vacances scolaires d'été doivent être plus courtes, les autres vacances plus longues, comme c'est le cas avec le nouveau calendrier scolaire qui a été mise en place en Communauté francophone depuis deux ans. - Région wallonne



L'enseignement devrait mettre davantage l'accent sur la connaissance et l'apprentissage, et moins sur le bien-être. - Région wallonne

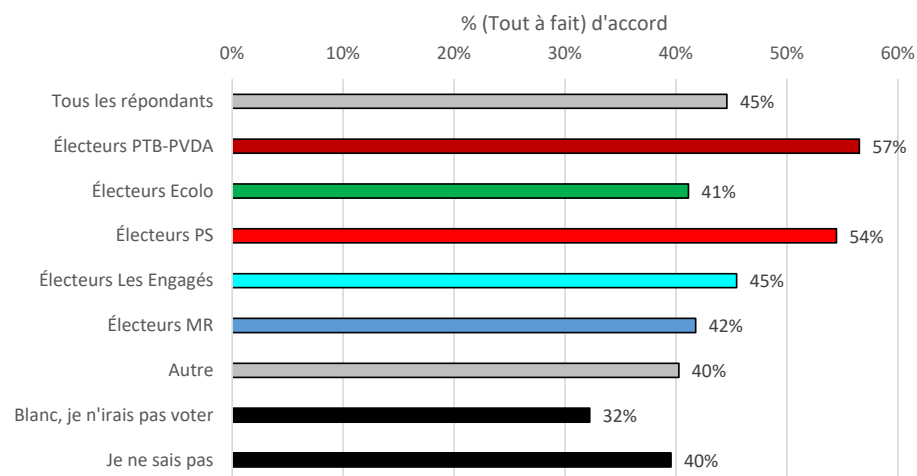


Il faut que les élèves puissent très tôt, dès le début du secondaire, choisir d'opter pour l'enseignement technique ou professionnel s'ils le désirent. - Région wallonne

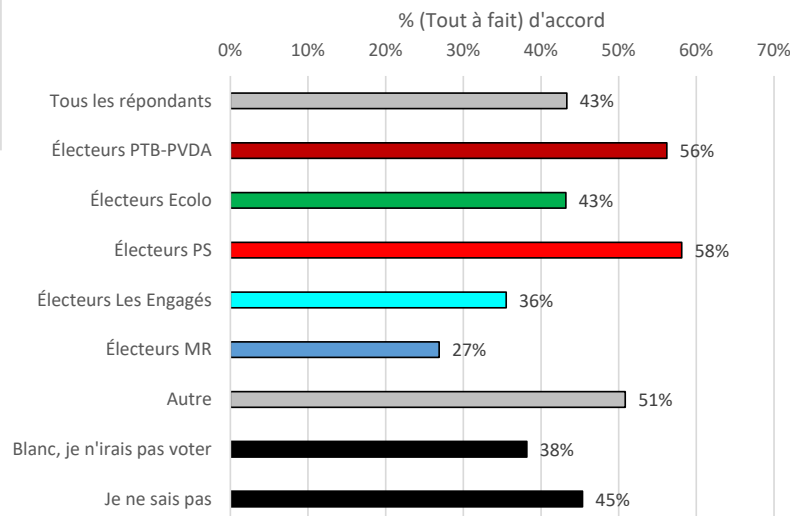


- Concernant le parcours scolaire des élèves, en **Région wallonne**, des différences apparaissent d'abord concernant les vacances scolaires. Le soutien au nouveau rythme n'est majoritaire que chez les électeurs d'Ecolo (62%). Il est très minoritaire chez les électeurs du PTB (30%).
- Sur l'équilibre entre connaissance et bien-être, le souhait de mettre davantage l'accent sur les connaissances est majoritaire uniquement chez les électeurs du MR (66%). A l'inverse, l'électorat y est très largement défavorable (20%).
- Enfin, concernant l'orientation en secondaire, les électors de tous les partis sont majoritairement favorables à une orientation assez précoce. Seuls les électeurs d'Ecolo sont plutôt divisés (58%).

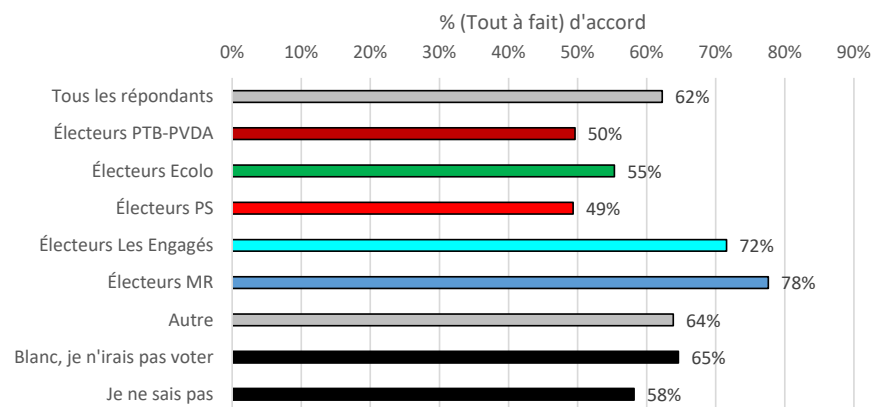
Les enseignants devraient gagner plus. - Région wallonne



Il est essentiel de maintenir le système de nomination des enseignants. - Région wallonne



Les enseignants qui ne sont pas performants devraient être plus faciles à licencier. - Région wallonne



- Concernant les carrières des enseignants, en **Région de wallonne**, on retrouve d'abord un soutien légèrement majoritaire à une hausse de leur salaire pour les électeurs du PTB (57%) et du PS (54%). Les électors des autres partis sont plus défavorables, avec un soutien autour des 40%.
- Sur le système des nominations, les électors des du PTB (56%) et du PS (58%) sont majoritairement pour le maintenir. Nous observons l'inverse chez les électeurs des autres partis, et en du MR (27%) et des Engagés (36%).
- Enfin, concernant la possibilité de licencier les enseignants jugés moins performants, les électeurs des partis de gauche sont assez divisés, tandis que les électeurs du MR et des Engagés y sont très favorables (72% et 78%).

Conclusion : Les politiques en matière d'enseignement

- Pour la première fois, nous sommes confrontés à des préférences politiques réellement différentes entre Flamands, Wallons et Bruxellois. Les différentes réalités des politiques d'enseignement entre la Flandre et la Communauté française se traduisent par des différences prononcées dans les préférences politiques des citoyens.
- Les Flamands sont beaucoup plus critiques à l'égard des enseignants que les Wallons et les Bruxellois, et cela malgré l'importante pénurie d'enseignants en Flandre. Les Flamands sont pourtant les moins favorables aux propositions rendant le statut d'enseignant plus attractif (salaire, nomination permanente, licenciement difficile).
- Les Flamands se distinguent également en termes d'objectifs éducatifs ; ils sont favorables à un enseignement plus axé sur la connaissance que sur le bien-être, et veulent que les élèves choisissent plus tôt leur orientation.
- Au-delà de ces différences entre régions, nous observons aussi des différences entre électorats des partis. En particulier, les électorats du PS et du PTB sont plus réticents aux réformes touchant au statut des enseignants, alors que ceux du MR et des Engagés y sont plus favorables.

17. Résultats les plus marquants

(1) Les différences régionales sont assez faibles

- Un narratif politique fréquent en Belgique est que nous vivons dans deux démocraties aux opinions politiques divergentes. Ce discours a perdu un peu de substance suite à la montée du MR et des Engagés en Wallonie et à Bruxelles. Nous pouvons toutefois le creuser grâce aux données de l'enquête DS/EN2025.
- Et la conclusion générale est, qu'en ce qui concernent les opinions politiques et sociales des Flamands, Wallons et Bruxellois, parler de "démocraties différentes" est plutôt exagéré. Des différences existent mais elles restent assez faibles.
- Nos analyses se sont appuyées sur plus de 30 propositions venant du Test électoral 2024 mais aussi sur 14 nouvelles mesures annoncées par le Gouvernement De Wever 1. Dans les deux cas, la position majoritaire est le plus souvent la même dans les 3 régions. Si l'on regarde les mesures du nouveau gouvernement fédéral, celles-ci sont un peu plus soutenues en Flandre mais elles bénéficient pour l'instant d'un appui assez large aussi en Wallonie et à Bruxelles. Et là où il existe des écarts, il ne s'agit pas systématiquement d'écarts avec une Wallonie plus à gauche et une Flandre plus à droite. C'est parfois le cas mais pas toujours.
- Le fait que l'opinion publique sur les questions fédérales soit en fait très similaire dans les trois régions est également en contraste frappant avec ce que nous observons pour les réformes concernant une compétence transférée depuis longtemps aux Communautés: l'enseignement. Là, nous avons constaté des différences d'opinion très significatives entre les Flamands, les Wallons et les Bruxellois. Il semble donc que le simple fait d'avoir le même agenda politique fédéral et la même actualité garantisse que les opinions publiques ne s'éloignent pas beaucoup les unes des autres.
- Un autre domaine où des différences plus marquées apparaissent est celui des priorités politiques. Les Flamands, les Wallons et les Bruxelles ont des opinions politiques assez proches sur la direction à prendre pour la société, mais ils sont nettement moins d'accord quand il s'agit d'identifier les enjeux prioritaires en 2025 en Belgique. L'économie est plus souvent citée en Wallonie, la criminalité à Bruxelles, les finances publiques et l'immigration en Flandre.
- Enfin, à côté des enjeux politiques, le questionnaire DS/EN2025 couvrait de nombreuses autres thématiques. Là aussi, le plus souvent, les écarts entre les 3 régions que nous observons sont limités. C'est le cas sur pour les questions sur les thématiques suivantes: soutien à la démocratie, illibéralisme, démocratie militant, sentiment de (perte de) contrôle, sécurité internationale, positionnement gauche-droite.
- Les différences régionales plus significatives observées sont les suivantes:
 - Verschillen: plus de satisfaction à l'égard de la démocratie en Flandre, plus de satisfaction à l'égard des politiques gouvernementales en Flandre, perceptions économiques plus négatives en Wallonie, plus de soutien au gouvernement et aux mesures De Wever I en Flandre.

(2) Le gouvernement De Wever I sur un nuage

- L'enquête DS/EN2025 a eu lieu juste après la formation du Gouvernement fédéral De Wever I, ce qui nous a permis de poser de nombreuses questions à son propos.
- Ces questions nous montrent que le Gouvernement De Wever I est largement soutenu, surtout en Flandre, mais aussi en Wallonie et à Bruxelles.
- En voici quelques indices claires:
 - De Wever est de loin le politicien le plus populaire en Flandre. Il est aussi cité parmi les plus populaires en Wallonie et à Bruxelles.
 - Les principales mesures annoncées par le gouvernement fédéral bénéficient d'un soutien majoritaire dans les 3 régions, surtout pour les réformes socio-économiques. La polarisation est toutefois un peu plus forte en Wallonie et à Bruxelles.
 - Les électeurs de tous les partis de la coalition semblent largement satisfaits des mesures annoncées par la nouvelle coalition fédérale.
- Trois bémols doivent toutefois être apportés à ce constat de soutien global au nouveau Gouvernement fédéral:
 - Les électeurs des partis de la coalition sont largement positifs, sauf celui de Vooruit qui est nettement plus divisé face à cet exécutif penchant clairement à droite.
 - Même si le soutien aux mesures annoncées est large, celles-ci sont aussi perçues comme plus injustes envers certaines groupes précaires (les plus pauvres, les aînés, les personnes malades, les sans-emploi).
 - Le soutien (plutôt passif, certes) aux actions de protestation sociale contre les mesures annoncées par le Gouvernement fédéral est majoritaire, et cela dans les trois régions.

(3) La N-VA, maître en Flandre

- De Wever est, de loin, le responsable politique le plus populaire en Flandre.
- La longue période de formation du gouvernement fédéral n'a pas érodé le soutien électoral de la N-VA.
- Le parti détient solidement la propriété de nombreux enjeux, et en particulier de ceux qui sont au coeur de l'action du gouvernement fédéral et du gouvernement flamand.
- La N-VA a aussi un large réservoir de voix à aller chercher au Vlaams Belang, avec de nombreux électeurs VB qui ont un niveau de sympathie élevée pour la N-VA. Mais la N-VA doit aussi surveiller la concurrence du CD&V et, un peu, de l'Open VLD au centre.

(4) Une dualisation de la vie politique en Wallonie et à Bruxelles

- Au niveau des intentions de vote, de la sympathie exprimée pour les différents partis, des opinions politiques, ou encore de l'évaluation du Gouvernement De Wever I, on voit clairement apparaître une séparation entre les répondants qui se sentent proches du MR et des Engagés et, d'autre part, du PS, du PTB et d'Ecolo.
- Cette situation est d'autant plus surprenante que les électorats wallons et bruxellois sont surtout sur des positions centristes (plus que les partis).
- Les électorats wallons et bruxellois se caractérisent aussi par une dualisation sociale entre, d'une part, ceux qui sont mécontents de la démocratie et de la politique en Belgique, et qui se sentent discriminés, traités injustement, et en perte de contrôle (ceux-là votent principalement à gauche), et, d'autre part, ceux qui sont plus confiants, optimistes, satisfaits de leur situation (et qui votent eux plutôt MR et Engagés).